

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Accord-cadre de prestations de services traiteurs et
restauration assise pour les sites UGA de
l'agglomération grenobloise**

Date et heure limites de réception des offres :

Mercredi 9 juillet 2025 à 17:00

Université Grenoble Alpes
CS 40700
38400 Saint Martin d'Hères

25FSM007

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type et forme de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature.....	4
1.6 - Réalisation de prestations similaires	4
1.7 - Renouvellement.....	4
2 - Conditions de la consultation	4
2.1 - Délai de validité des offres.....	4
2.2 - Forme juridique du groupement.....	4
2.3 - Variantes	4
2.4 - Prestation supplémentaire éventuelle facultative.....	4
2.5 - Contrats réservés.....	5
2.6 - Développement durable	5
3 - Conditions relatives au contrat	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation	5
5 - Présentation des candidatures et des offres	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique	9
6.2 - Transmission sous support papier	10
7 - Examen des candidatures et des offres	11
7.1 - Sélection des candidatures	11
7.2 - Attribution des accords-cadres	11
7.3 - Attribution des premiers marchés subséquents des lots 2 et 4	12
7.4 - Suite à donner à la consultation	13
8 - Renseignements complémentaires.....	13
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	13
8.2 - Procédures de recours	14

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'Accord-cadre de prestations de services traiteurs et restauration assise pour les sites UGA de l'agglomération grenobloise.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

La présente consultation vise à conclure des accords-cadres passés en application du Code de la commande publique.

Chaque lot constitue un accord-cadre distinct, dont les modalités d'exécution sont définies au CCAP. En fonction de la forme retenue, l'accord-cadre donnera lieu soit à l'émission de bons de commande, soit à la conclusion de marchés subséquents.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 7 lot(s) :

Lot	Désignation	Forme	Nb Titulaires	Montant annuel estimatif (non contractuel)	Montant maximum annuel
01	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes jusqu'à 9 convives	Bons de commande	Mono-attributaire : 1 titulaire	5000 € HT	10 000 € HT
02	Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes à partir de 10 convives	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	150 000 € HT	300 000 € HT
03	Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids	Bons de commande	Mono-attributaire : 1 titulaire	5000 € HT	15 000 € HT
04	Plateaux, paniers repas et prestations associées	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	90 000 € HT	180 000 € HT
05	Buffets « standard » et « prestige »	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	290 000 € HT	580 000 € HT
06	Cocktails « standard » et « prestige », cocktails sucrés	Marchés subséquents	Multi-attributaires : maximum 3 titulaires	150 000 € HT	300 000 € HT
07	Restauration assise sur le campus de St-Martin d'Hères pour les écoles, conférences et séminaires	Bons de commande	Multi-attributaires : maximum 2 titulaires	19 000 € HT	40 000 € HT

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

ATTENTION

Cette consultation vise à attribuer :

- les accords-cadres pour l'ensemble des lots (lots 1 à 7)
- les premiers marchés subséquents annuels pour les lots 2 et 4

=> Pour ces lots, une fois les attributaires retenus à l'issue de l'analyse des offres pour l'attribution des accords-cadres, le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des premiers marchés subséquents sur la base de leurs offres pour les marchés subséquents présentes dans leurs plis.

Aussi, les candidats des lots 2 et 4 sont invités à remettre une offre pour le ou les accord/s-cadre/s auxquels ils soumissionnent mais également, dans le même pli, une offre pour le ou les premier/s marché/s subséquent/s annuel/s du/des lot/s concerné/s.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Code principal	Description
1 à 6	55520000-1	Services traiteur
7	55300000-3	Services de restaurant et services de personnel en salle

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Cependant, en cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Prestation supplémentaire éventuelle facultative

Pour le lot 4 - Plateaux, paniers repas et prestations associées, les candidats peuvent faire une proposition pour la prestations supplémentaire éventuelle suivante :

Lot	Code	Libelle	Description
04	PSE1	Contenants réutilisables	Utilisation de contenants réutilisables pour les plateaux repas

Le chiffrage de cette prestation est facultatif et ne sera pas pris en compte lors de l'analyse du prix.

2.5 - Contrats réservés

Le lot 3 (Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids) est réservé :

- En vertu de l'article L. 2113-13 du Code de la commande publique, à des **structures d'insertion par l'activité économique ou à des structures équivalentes**, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés, en application de l'article 36-II de l'ordonnance du 23 juillet 2015.
- En vertu de l'article L. 2113-12 du Code de la commande publique, **aux entreprises adaptées, à des établissements et services d'aide par le travail ou à des structures équivalentes**, lorsque plus de 50% des travailleurs concernés sont des personnes handicapées qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

2.6 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCTP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le **règlement de la consultation (RC)** commun à tous les lots (et aux premiers marchés subséquents pour les lots 2 et 4)
- L'annexe au RC relative aux modalités de fonctionnement des différents lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots
- L'annexe au CCAP concernant les conditions d'attribution des marchés subséquents et bons de commande
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots
- Les bordereaux des prix plafonds des lots concernés (lots 2, 4, 5 et 6)
- Les bordereaux des prix unitaires des lots concernés (lots 1,3 et 7)
- Les bordereaux des prix annuels du marché subséquent pour les lots 2 et 4
- Le cadre de réponse (un par lot) commun aux accords-cadres et aux premiers marchés subséquents
- DC1 - Lettre de candidature commune à l'ensemble des lots
- DC2 - Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement commun à l'ensemble des lots
- Attestation sur l'honneur relative aux interdictions de soumissionner
- L'attestation à remplir par les candidats ayant le statut d'établissements publics

Le dossier de consultation des entreprises est téléchargeable gratuitement à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>. Une fois sur la page, vous devrez suivre les étapes suivantes :

- 1/ Sur l'écran d'accueil sélectionner l'onglet "recherche avancée"
- 2/ Puis : dans "Référence", renseigner " 25FSM007 "

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- ➔ **Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique (1 seul dossier de candidature pour l'ensemble des lots) :**

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
<u>Pour les établissements publics uniquement</u> : l'attestation à remplir par les candidats ayant statut d'établissement public	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire.	Non

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Pour les SIAE uniquement : Une copie de la convention liant pour l'année 2025 la structure à l'Etat (Unité Départementale 38 de la DDETS), reconnaissant à la structure la qualité de structure d'insertion par l'activité économique ou à défaut une attestation sur l'honneur de l'Unité Départementale 38 de la DDETS reconnaissant à la structure la qualité de structure d'insertion par l'activité économique ou un justificatif prouvant que la structure soumissionnaire emploie à minimum 50% de travailleurs défavorisés, conformément à l'article L. 2113-13 du Code de la commande publique	Non
Pour les ESAT : Une copie de l'autorisation donnée par l'agence régionale de santé en cours de validité, accordant le statut d'établissement médical et social au sens de l'article 312 I 5° a) du Code de l'action sociales et des familles (CASF)	Non
Pour les EA (entreprises adaptées) : copie ou extrait du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) en cours de validité liant la structure à l'Etat reconnaissant à l'entreprise le statut d'entreprise adaptée	Non
Pour les structures équivalentes aux EA/ESAT : tout élément permettant de vérifier que la structure emploie effectivement au moins 50% de travailleurs handicapés qui ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales (Art. L 5213-13-1 du C. du travail ou art. L344-2 du CASF)	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur Etat d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

→ Pièces de l'offre en fonction des lots :

Lot 1 - Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes jusqu'à 9 convives :

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non

Lot 2 - Petits déjeuners, pauses café liquide, pauses café gourmande (y compris galettes et brioches des rois) pour des commandes à partir de 10 convives :

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété	Non
Le bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non
Le bordereau des prix annuel du marché subséquent, complété intégralement, sans rature, suppression, ni omission pour le premier marché subséquent annuel	Non

Lot 3 - Marché réservé SIAE et ESAT/EA - plateaux, paniers repas froids :

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété et ses annexes : - les cartes proposées des plateaux repas pour les mois de décembre et juin - la liste des plats végétariens proposés	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non

Lot 4 - Plateaux, paniers repas et prestations associées

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété et ses annexes : - les cartes proposées des plateaux repas pour les mois de décembre et juin - la liste des plats végétariens proposés	Non
Le bordereau des prix unitaires plafonds de l'accord-cadre à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non
Le bordereau des prix annuel du marché subséquent, complété intégralement, sans rature, suppression, ni omission pour le premier marché subséquent annuel	Non

Lot 5 - Buffets « standard » et « prestige »

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété et son annexe : - la liste des plats végétariens proposés	Non
Le bordereau des prix unitaires plafonds à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non

Lot 6 - Cocktails « standard » et « prestige », cocktails sucrés

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété et son annexe : - la liste des plats végétariens proposés	Non
Le bordereau des prix unitaires plafonds à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non

Lot 7 - Restauration assise sur le campus de St-Martin d'Hères pour les écoles, conférences et séminaires

Libellés	Signature
Le cadre de réponse complété	Non
Le bordereau des prix unitaires (BPU) à compléter intégralement, sans rature, ni suppression, ni omission.	Non

Dans la mesure du possible, il est demandé aux candidats de remettre les pièces financières et les cadres de réponses aux formats excel et/ou word.

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le candidat dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

L'acte d'engagement ne sera pas remis au moment du dépôt de l'offre, il sera complété et signé par l'attributaire pressenti.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse mentionnée précédemment à l'article "contenu du dossier de consultation".

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur recommande fortement aux candidats de n'utiliser que des caractères alphanumériques lors du nommage de leurs fichiers et d'éviter l'utilisation de caractères spéciaux (accents, tirets, apostrophes, slash...) au risque d'engendrer un dysfonctionnement lors du téléchargement de votre pli.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Place, le site qui vous aide à dématérialiser en toute sécurité

Souvent appelé plateforme de dématérialisation, le profil d'acheteur PLACE (plateforme des achats de l'état) utilisé par l'Université Grenoble Alpes vous permet de prendre connaissance et télécharger les documents de la consultation, transmettre votre réponse, échanger avec l'acheteur.

Préparez-vous !

Familiarisez-vous d'ores et déjà à l'utilisation de PLACE, tester le dépôt des plis afin de voir si l'ordinateur est bien configuré. Vous pouvez y tester la configuration de votre poste et la remise de plis dans un environnement sécurisé (bac à sable).

Respectez les délais de remise des candidatures et des offres ! N'attendez pas la dernière minute, faites-le la veille et prévoyez le temps nécessaire pour que votre réponse soit reçue dans les délais (fin du téléchargement), surtout si vos fichiers sont volumineux et votre réseau à faible débit. La date et l'heure limite sont fixées dans l'avis de publicité ou les documents de consultation. En cas de difficulté, le profil acheteur dispose d'un support que vous pouvez contacter.

Après votre dépôt sur le profil d'acheteur, vous recevrez un accusé réception.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Adresse postale :

Université Grenoble Alpes
Direction des Achats
Service de la Commande Publique
CS 40700
38058 GRENOBLE Cedex 9

Adresse physique :

Université Grenoble Alpes
Direction des Achats
Service de la Commande Publique
Bâtiment A Stendhal bureau A004B
1180 rue des universités
38400 Saint-Martin-d'Hères

Les copies de sauvegarde pourront être réceptionnées du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue pourra être transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour les lots n° 1 et 2 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0
2-Pertinence des conditions de modification et d'annulation par le pouvoir adjudicateur	10.0
3-Diversité de la biscuiterie et qualité de la mini-viennoiserie proposée par le candidat	15.0
4-Mesures en faveur de la transformation écologique dont : ☐ Origine « équitable » des thé et café proposés par le candidat ☐ Dispositions prises par l'entreprise concernant le mode de transport ☐ Mesures proposées par le candidat pour la gestion des déchets	15.0

Pour le lot n° 3 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Pertinence des conditions de modification et d'annulation par le pouvoir adjudicateur	10.0
3-Qualité des plats proposés pour les plateaux repas	15.0
4-Rotation des entrées et desserts sur la semaine	10.0
5-Diversité de la proposition végétarienne pour les plateaux repas	10.0
6- Mesures en faveur de la transformation écologique dont : ☐ Familles de denrées sur lesquelles le candidat s'engage à fournir des produits issus de l'agriculture biologique labellisée, locaux et/ou issus du commerce équitable ☐ Dispositions prises par l'entreprise concernant le mode de transport ☐ Mesures proposées par le candidat pour la gestion des déchets	15.0

Pour le lot n°4 :

Critères	Pondération
1-Prix plafonds des prestations	40.0
2-Pertinence des conditions de modification et d'annulation par le pouvoir adjudicateur	10.0
3-Qualité des plats proposés pour les plateaux repas	15.0
4-Rotation des entrées et desserts sur la semaine	10.0
5-Diversité de la proposition végétarienne pour les plateaux repas	10.0
6- Mesures en faveur de la transformation écologique dont : ✧ Familles de denrées sur lesquelles le candidat s'engage à fournir des produits issus de l'agriculture biologique labellisée, locaux et/ou issus du commerce équitable ✧ Dispositions prises par l'entreprise concernant le mode de transport ✧ Mesures proposées par le candidat pour la gestion des déchets ✧ Utilisation de contenants réutilisables	15.0

Pour les lots n°5 et 6 :

Critères	Pondération
1-Prix plafonds des prestations	40.0
2-Pertinence des conditions de modification et d'annulation par le pouvoir adjudicateur	10.0
3-Diversité de la proposition végétarienne	10.0
4-Qualité et diversité des produits et préparations pour des manifestations standard et prestige, sur la base de mises en situations	25.0
5- Mesures en faveur de la transformation écologique dont : ✧ Familles de denrées sur lesquelles le candidat s'engage à fournir des produits issus de l'agriculture biologique labellisée, locaux et/ou issus du commerce équitable ✧ Mesures proposées par le candidat pour la gestion des déchets	15.0

Pour le lot n°7 :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	40.0
2-Pertinence des conditions de modification et d'annulation par le pouvoir adjudicateur	15.0
3-Variété des menus (fréquence de changement de la carte, proposition de menus du jour)	15.0
4-Proposition d'un système d'identification des participants (contre-marque)	10.0
5-Capacité d'accueil	10.0
6-Proposition de mise à disposition d'un espace réservé	10.0

7.3 - Attribution des premiers marchés subséquents des lots 2 et 4

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Seules les offres des attributaires des accords-cadres des lots 2 et 4 seront reprises et analysées pour l'attribution des premiers marchés subséquents annuels.

Cadres de réponses communs entre l'accord-cadre et le premier marché subséquent annuel : les notes des critères analysés à la fois au stade de l'accord-cadre et du premier marché subséquent seront reportées du premier au second. Pour les années suivantes, le titulaire remettra un cadre de réponse mis à jour.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lot 2-[Petits déjeuners ≥ 10 convives]

Critères	Fourchettes de pondération
Prix des prestations	60%
Nombre de commandes simultanées pouvant être honorées	20%
Diversité de la biscuiterie et qualité de la mini-viennoiserie proposée par le candidat	10%
Dispositions prises par l'entreprise concernant le mode de transport	10%

Lot 4-[Plateaux et paniers repas]

Critères	Fourchettes de pondération
Prix des prestations	60%
Diversité de la proposition végétarienne pour les plateaux repas	20%
Familles de denrées sur lesquelles le candidat s'engage à fournir des produits issus de l'agriculture biologique labellisée, locaux et/ou issus du commerce équitable	10%
Dispositions prises par l'entreprise concernant le mode de transport	10%

Pour les années suivantes, les marchés subséquents seront attribués dans les conditions définies dans l'annexe au CCAP.

7.4 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales, sans négociation.

Le ou les candidats attributaires seront donc retenus à titre provisoire en attendant la production des certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Le Pouvoir adjudicateur transmettra également à l'attributaire un acte d'engagement pour signature électronique (de préférence au format PAdES) ou, à défaut, signature manuscrite.

Pour un accord-cadre avec marchés subséquents, les certificats et attestations précités seront à nouveau demandés lors de l'attribution d'un marché subséquent.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Durant la procédure de passation, tous les échanges et toutes les communications entre les candidats et le pouvoir adjudicateur se feront sur ce profil acheteur.

- Jusqu'à la date limite de remise des offres : les échanges se font via l'adresse mail renseignée lors du retrait du DCE et/ou lors du dépôt d'une question adressée au pouvoir adjudicateur.

- A compter de la date limite de remise et des offres : les échanges se font via l'adresse mail renseignée lors du dépôt de l'offre et/ou précisée dans le cadre de réponse.
Les candidats sont donc invités à enregistrer une adresse mail régulièrement consultée.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :
Tribunal Administratif de Grenoble
2 place de Verdun
BP 1135
38022 GRENOBLE CEDEX 1

Tél : 04 76 42 90 00
Télécopie : 04 76 51 89 44
Courriel : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :
Comité consultatif régional de règlement amiable des litiges
DIRECCTE-CCIRA
3 rue de la charité
69268 Lyon CEDEX 02